n°04 - juin 2006

Croissance, décroissance, développement (2)

Mots clés associés : histoire et concepts | modèles de développement, (dé)croissance | croissance | décroissance | exclusion | inégalité sociale

Résumé

Le texte ci-dessous se présente comme un complément, ou comme une prolongation, de l'article proposé par René Passet sous un titre analogue (article N°2 de l'encyclopédie). Il est en plein accord avec la perspective historique du débat telle qu'elle est décrite dans cet article, avec les principales critiques qu'il formule concernant les propositions récentes sur la décroissance, et surtout avec les exigences de maîtrise de la croissance qu'il dégage par rapport à la biosphère. Il se propose cependant de poursuivre la discussion, en suggérant :
(a) que la croissance demeure une composante indispensable du développement dans de nombreux cas (dont il convient
évidemment d'identifier les critères) ; (b) qu'il faut donc revoir en profondeur notre conception du développement ou du progrès social, en considérant ce dernier comme le produit d'un assortiment d'objectifs multiples et diversifiés selon les collectivités, et en précisant la place et le contenu de la croissance dans cet assortiment ; (c) que les modes d'élaboration des stratégies de croissance et de développement doivent être transformés pour tenir compte de ces exigences.

Télécharger l'article en format pdf :

EDD4Comeliau

Mise en garde : Cette version imprimable fait référence à l'ancien plan de classement de l'encyclopédie.

La nouvelle classification de cet article est :

- 1.3- Le développement durable en débat
- 4.1- Modèles de développement

Auteurs

Comeliau Christian

Christian Comeliau, économiste, est professeur honoraire à l'Institut d'études du développement à Genève. Il a étudié le développement depuis le début des années soixante, d'abord à l'Université de Kinshasa,puis dans diverses organisations internationales (Banque mondiale, OCDE, PNUD) ou nationales (Commissariat du Plan à Paris).

Texte

Une mise en question de la croissance

Parce qu'ils concernent les finalités humaines de l'évolution économique, les rapports entre les notions de croissance et de développement ont été conçus de manière variable au cours des récentes décennies. René Passet considère avec raison que, initialement, la croissance économique a pu être considérée comme la traduction principale du progrès matériel concernant la satisfaction des besoins biologiques élémentaires ; ce qui explique sans doute l'assimilation du développement à la croissance dans cette première phase de la réflexion sur le développement, même lorsque l'on reconnaît le caractère multidimensionnel de celui-ci (par exemple dans la définition de François Perroux qu'il rappelle, et qui paraît aujourd'hui assez troublante si l'on ne se souvient pas du contexte des années 50). Dans une deuxième phase, les deux notions ont dû être dissociées, en raison des contradictions qui sont apparues peu à peu entre les exigences de la croissance globale indéfinie,d'une part,celles de la reproduction de la biosphère et de la promotion de l'équilibre social, d'autre part. Enfin dans une troisième phase, ces écarts ne sont plus apparus seulement comme des divergences accidentelles ou provisoires entre deux types de tendances, mais comme le produit d'un véritable conflit de logiques opposant le système économique dominant, centré sur la croissance illimitée et l'accumulation, aux exigences systémiques de la reproduction de la société et de la biosphère. D'où la nécessité d'une dissociation beaucoup plus nette des notions de croissance économique et de développement ; d'où surtout l'impératif d'une maîtrise de la croissance et de sa ponction sur les ressources matérielles (ponction mesurée par "l'empreinte écologique"), au service d'une conception du développement plus large et plus respectueuse des ressources naturelles. René Passet critique cependant le flou qui subsiste autour de la notion de "décroissance" - dont il évoque des définitions à la fois contradictoires sur le plan conceptuel et irréalistes du point de vue politique - ; mais il souligne la richesse de la notion d' "état stationnaire" qui était proposée par Stuart Mill dès 1848, en rappelant que cette notion peut être compatible avec de considérables "progrès moraux et sociaux", et que ceux-ci ne devaient pas être confondus avec le processus simpliste d' "acquisition de la richesse", constitutif de la croissance économique [1].

Quelles orientations ?

La réflexion sur ce dernier point est d'une telle actualité et d'une telle importance pratique, qu'il paraît souhaitable d'en rechercher davantage les composantes et les orientations possibles. D'abord parce que le débat de ces dernières années sur la "décroissance" et l' "après-développement" - au moins tel qu'il se déroule dans les milieux francophones - semble faire l'impasse sur la nécessité inéluctable de "progrès social" ou de "développement" dans le monde déchiré et tragique qui est le nôtre : si l'on critique radicalement la croissance économique en tant que critère principal de ce progrès (comme il paraît indispensable de la faire), il faut tout de même mettre quelque chose à la

place… Même si l’on considère les excès de la consommation et de l’accumulation de richesse dans les pays ou parmi les groupes sociaux les plus opulents, on ne peut admettre en aucun cas que le monde ait atteint un état de confort matériel maximum, insurpassable, et que des limites absolues obligent à envisager désormais une décroissance généralisée pour l’ensemble de la planète ;on ne voit d’ailleurs pas quelle autorité aurait le droit d’imposer cette sorte de gigantesque régression, ou même de statu quo qui figerait les situations extraordinairement inégales que nous connaissons aujourd’hui . Par ailleurs, si l’on admet comme René Passet le lien existant entre la croissance économique et la satisfaction des besoins physiologiques élémentaires, on peut considérer que l’exigence de croissance du produit ou du revenu global ne présente pas le même degré d’urgence dans les pays riches et dans les pays pauvres, surtout si l’on considère que la croissance démographique reste rapide au sein d’une majorité de ces derniers : lorsque la population d’un pays (ou celle d’une région, ou même d’un groupe social déterminé, par exemple les jeunes ou les habitants des villes dans un pays) continue de s’accroître rapidement, et lorsqu’en outre les besoins essentiels de cette population sont très insuffisamment satisfaits, on ne voit vraiment pas comment on pourrait légitimement préconiser une réduction, voire un arrêt ou une inversion de la croissance économique globale, au moins dans une première période.

On débouche ainsi sur des évidences oubliées dans les discussions de politique économique courantes : c’est la nécessité, pour estimer les besoins de croissance future, de se situer dans une perspective de longue période, et surtout de distinguer diverses catégories de pays en fonction du niveau de bien-être ou de satisfaction des besoins qu’ils ont déjà atteint. Dans une telle perspective, on voit qu’il ne peut être question de proscrire toute espèce de croissance indépendamment des économies auxquelles elle s’applique et en faisant abstraction des contenus possibles de cette croissance. Ce que l’on découvre alors, en définitive, c’est que le taux de croissance globale - qu’il soit positif ou négatif - n’est pas un critère significatif de progrès : parce qu’il mesure des activités plutôt que des résultats, certes, mais aussi parce qu’il est trop agrégé pour assurer la réalisation d’objectifs prioritaires concrets. Une comparaison simple permet d’illustrer ce changement de regard nécessaire sur le taux de croissance : le compteur de vitesse constitue un instrument de contrôle indispensable pour le conducteur d’une voiture, mais la maximisation de la vitesse qu’il indique n’est pas en soi un objectif. Ce qui paraît beaucoup plus important, par contre, c’est la nécessité d’identifier les aspirations concrètes d’une collectivité : des aspirations générales, telles qu’une autonomie ou une sécurité accrue, ou la réduction des inégalités, ou encore le maintien de la paix et une meilleure harmonie des rapports sociaux ; et aussi des objectifs plus précis, tels que la réalisation d’un ensemble d’infrastructure scolaire ou sanitaire, ou la promotion d’une production industrielle jugée indispensable, ou encore l’organisation d’une agriculture mieux orientée vers les besoins essentiels de l’alimentation. Il faut alors examiner les conditions de réalisation et de compatibilité de ces orientations l’une par rapport à l’autre, et aussi s’interroger sur les rapports entre telle aspiration générale (une plus grande justice sociale, par exemple) et l’exigence de croissance globale du revenu. Il faut enfin ranger ces aspirations par ordre de priorité, en fonction des interdépendances de complémentarité ou de concurrence entre elles. Ainsi le problème de la place de la croissance dans les stratégies de gestion de l’économie et de développement est profondément modifié : il ne s’agit plus de maximiser un taux global, positif ou négatif, mais d’élaborer les conditions de réalisation d’un assortiment d’objectifs de société jugés à la fois désirables et réalisables. Au sein de cet assortiment, la croissance n’est plus qu’un objectif parmi d’autres, dont l’importance relative peut varier en fonction des contextes naturels et sociaux, ainsi que des préférences exprimées par la société et ses responsables légitimes ; ce qui importe n’est pas d’abord son rythme global, mais ses composantes, les activités qu’il faut faire croître ou décroître,et les moyens d’atteindre ces objectifs au moindre coût en ressources naturelles. C’est par une telle insistance sur des objectifs concrets plutôt que sur des agrégats macroéconomiques que l’on fera mieux comprendre le changement d’accent nécessaire : dans le long terme,l’exigence de croissance globale et d’acquisition de richesse devrait être de moins en moins prioritaire, et céder

progressivement la place à celle des “progrès sociaux et moraux” de Stuart Mill, dont la nature devrait évidemment être précisée.

Premiers éléments de conclusion

Ces orientations sont très éloignées des pratiques actuelles et exigent donc un effort de réflexion politique et d’élaboration technique approfondie. On peut souligner en conclusion quelques éléments de cet effort nécessaire.

L’exigence principale, on l’a compris, consiste à replacer la croissance dans un assortiment d’objectifs plus diversifiés, mais aussi, en raison des contraintes économiques, sociales et écologiques qui s’opposent à la croissance illimitée, de réduire progressivement l’importance relative de la croissance économique dans cet assortiment. Il ne faut cependant pas sous-estimer la vigueur des résistances auxquelles se heurtera une telle ré-orientation. Les obstacles techniques à la construction de telles stratégies ne sont pas négligeables, mais ils ne sont pas insurmontables : les stratégies pourront notamment recourir à des taux de croissance spécifiques moins agrégés, et insister sur des réalisations concrètes plutôt que sur des résultats en termes macroéconomiques ; elles pourront aussi s’appuyer sur de nombreux outils et indicateurs qui ont mis au point dans les années récentes. Les obstacles sont plutôt de nature politique, idéologique, et parfois conceptuels. D’abord en raison des arguments classiques habituellement utilisés pour démontrer la nécessité inéluctable de la croissance (le désir généralisé de richesse, de consommation et de puissance, la création d’emplois et l’exigence de compétitivité, le financement des dépenses collectives, et ainsi de suite). Ensuite parce que de telles stratégies acquièrent une dimension politique évidente : dans le choix des finalités et des objectifs (qu’est-ce que la richesse ?), ainsi que dans les arbitrages qui sont prononcés et dans la répartition choisie des avantages et des coûts du développement ainsi conçu .

On voit enfin que de telles stratégies ne peuvent se construire sur les seuls mécanismes du marché : elles exigent une régulation collective et un effort de mise en cohérence dans la longue période qui ne sont guère en faveur aujourd'hui, et qui exigent un réexamen en profondeur des approches économiques orthodoxes.

Au total, la question de la place relative de la croissance économique apparaît aujourd'hui paradoxale :outre la discussion éthique sur sa désirabilité, elle se révèle à la fois comme indispensable, ambiguë et impossible. Le débat doit donc se poursuivre.

Notes

[1] Voir également le développement d'une proposition similaire dans l'ouvrage classique de Herman DALY, Steady State Economics, Island Press, Washington DC, 2d ed., 1991.

Bibliographie

Pour en savoir plus

– Christian Comeliau, *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Le Seuil, Collection "économie humaine", Paris 2006.

– Herman Daly,Steady State Economics,Island Press,Washington DC,2d.,1991.

– Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse, La Découverte*, Collection "Repères", Paris 2005.

– Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube,La Tour d'Aigue, 2003.

Lire également dans l'encyclopédie

– Alain Lipietz, *Crise financière, écologique, sociale*, (n°82)

– René Passet, *Croissance,décroissance développement (1)*, (N°2).